

Léon Trotski

(4 avril 1931)

Les Problèmes du développement de l'URSS

Projet de thèses de l'Opposition de gauche internationale sur la question russe

[Selon la brochure, Bulletin de l'Opposition russe (Bolcheviks-Léninistes) n° 20, avril 1931, Editeur : A. Grylewicz, Berlin 1931]

1. Les contradictions économiques de la période de transition

La nature de classe de l'Union soviétique

Les processus contradictoires dans l'économie et la politique de l'URSS se développent sur la base de la dictature du prolétariat. Le caractère du régime social est déterminé avant tout par les rapports de propriété. La nationalisation de la terre, des moyens de production industrielle et d'échange, avec le monopole du commerce extérieur entre les mains de l'État, constituent les bases de l'ordre social en URSS. Les classes expropriées par la révolution d'Octobre, de même que les éléments de la bourgeoisie et de la partie bourgeoise de la bureaucratie qui s'est formée récemment, ne pourraient rétablir la propriété privée de la terre, des banques, des usines, des moulins, des chemins de fer, etc., qu'au moyen d'un coup de force contre-révolutionnaire. Ces rapports de propriété, qui sont à la base des rapports de classe, déterminent pour nous la nature de l'Union soviétique en tant qu'État prolétarien.

La défense de l'URSS contre une intervention étrangère et contre une attaque menée par des ennemis intérieurs – depuis des monarchistes et d'anciens propriétaires fonciers jusqu'à des "démocrates", des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires – est le devoir élémentaire et indiscutable de tout ouvrier révolutionnaire, a fortiori des bolcheviks-léninistes. L'ambiguïté et les réserves sur cette question, qui reflètent en substance les hésitations de l'extrême-gauche petite-bourgeoise entre le monde de l'impérialisme et le monde de la révolution prolétarienne, sont incompatibles avec l'adhésion à l'Opposition de gauche internationale.

Importance historique mondiale du rythme élevé du développement économique

La possibilité des succès actuels, vraiment gigantesques, de l'économie soviétique a été produite par le renversement révolutionnaire des rapports de propriété, lequel a établi les conditions préalables d'une élimination planifiée de l'anarchie du marché. Le capitalisme n'a jamais donné et est incapable de donner cette progression de la croissance économique qui se développe en ce moment sur le territoire de l'Union soviétique.

Le rythme d'industrialisation sans précédent, qui s'est déroulé malgré les attentes et les plans de la direction épigone, a prouvé une fois pour toutes la puissance de la méthode socialiste d'économie. La lutte désespérée des impérialistes contre le soi-disant "dumping" soviétique est, de leur part, une reconnaissance involontaire, mais de ce fait d'autant plus sincère, de la supériorité de la forme soviétique de production. Dans le domaine de l'agriculture où l'arriération, l'isolement et la barbarie, ont leurs racines les plus profondes, le régime de la dictature du prolétariat est parvenu à révéler une forte puissance créative. Quelle que soit l'ampleur des revers et des reculs futurs, le rythme actuel de collectivisation, possible uniquement sur la base de la nationalisation de la terre, du crédit et de l'industrie, avec les ouvriers dans le rôle dirigeant, signifie une nouvelle époque dans le développement de l'humanité, le début de la liquidation "de la stupidité de la vie rurale".

Même dans le pire des cas historiquement concevable, si le blocus, l'intervention étrangère ou la guerre civile, renversait la dictature prolétarienne, la grande leçon de la construction socialiste garderait toute sa force pour le développement ultérieur de l'humanité. La Révolution d'Octobre temporairement vaincue serait pleinement justifiée économiquement et culturellement, et, par conséquent, elle renaîtrait. Mais la tâche la plus importante de l'avant-garde prolétarienne est de bloquer les portes à cette pire variante historique, en défendant et en renforçant la Révolution d'Octobre et en la transformant en un prologue à la révolution mondiale.

Contradictions fondamentales de la période de transition

La doctrine officielle d'optimisme fataliste qui prévaut aujourd'hui et selon laquelle la croissance rapide continue de l'industrialisation et de la collectivisation est assurée par avance et mène automatiquement à la construction du socialisme dans un seul pays, est absolument fausse.

Si une économie socialiste hautement développée n'est possible que dans une économie harmonieuse, intérieurement proportionnée, et par conséquent exempte de crises, alors, au contraire, l'économie de transition du capitalisme au socialisme est un creuset de contradictions où, en outre, les plus profondes et les plus sévères sont à venir. L'Union soviétique n'est pas entrée dans le socialisme ainsi que la faction stalinienne dirigeante le professe, mais seulement dans la première phase du développement dans la direction du socialisme.

Il y a au centre des difficultés économiques, des crises successives, de l'extrême tension de l'ensemble du système soviétique et de ses convulsions politiques, un nombre de contradictions d'origine historique diverse qui sont liées entre elles de différentes manières. Citons les plus importantes : a) l'héritage des contradictions capitalistes et précapitalistes de la Russie tsariste-bourgeoise, et en premier lieu la contradiction entre la ville et la campagne ; b) la contradiction entre l'arriération culturelle-économique générale de la Russie et les tâches de la transformation socialiste qui, dialectiquement, se développent à partir d'elle ; c) la contradiction entre l'État ouvrier et l'encerclement capitaliste, en particulier entre le monopole du commerce extérieur et le marché mondial.

Ces contradictions n'ont pas du tout un caractère bref et épisodique ; au contraire, l'importance des plus graves d'entre elles va augmenter dans le futur.

L'industrialisation

La réalisation du plan quinquennal représenterait un pas de géant en avant comparé au pauvre héritage que le prolétariat a arraché des mains des exploiters. Mais même après avoir remporté sa première victoire en matière de planification, l'Union soviétique ne sera pas encore sortie de la première étape de la période de transition. Le socialisme en tant qu'un système de production destiné non pas au marché, mais à la satisfaction des besoins humains, n'est concevable que sur la base de forces productives hautement développées. Or, d'après la quantité moyenne de biens par habitant, l'URSS, même à la fin du plan quinquennal, restera l'un des pays les plus arriérés. Pour rattraper vraiment les pays capitalistes avancés, plusieurs plans quinquennaux seront nécessaires. En attendant, les succès industriels des années récentes n'assurent pas du tout par eux-mêmes une croissance ininterrompue à l'avenir. C'est précisément la rapidité du développement industriel qui accumule les disproportions, en partie héritées du passé, en partie provenant des complications des nouvelles tâches, en partie créées par les erreurs de méthode de la direction, combinées avec du sabotage flagrant. Le remplacement de la direction économique par la stimulation administrative, avec l'absence de tout contrôle collectif sérieux, conduit inévitablement à l'introduction d'erreurs dans les fondements mêmes de l'économie et à la préparation de nouveaux "goulets d'étranglement" dans le processus économique. Les disproportions refoulées reviennent inévitablement à l'étape suivante sous forme de disharmonie entre les moyens de production et les matières

premières, entre les transports et l'industrie, entre la quantité et la qualité, et enfin dans la désorganisation du système monétaire. Ces crises recèlent en elles-mêmes des dangers d'autant plus grands que la direction actuelle de l'État est moins capable de les prévoir à temps.

La collectivisation

La collectivisation "complète", même si elle était réellement accomplie dans les deux ou trois années à venir, ne signifierait pas du tout la liquidation des koulaks en tant que classe. La forme des coopératives de producteurs, étant donné le manque d'une base technique et culturelle, est incapable d'arrêter la différenciation au sein des petits producteurs de marchandises et l'émergence d'éléments capitalistes parmi eux. Une véritable liquidation des koulaks exige une révolution complète dans la technique agricole et la transformation de la paysannerie, aux côtés du prolétariat industriel, en ouvriers de l'économie socialiste et en membres de la société sans classes. Mais c'est une perspective pour des décennies. Avec la prédominance des outils paysans individuels et avec l'intérêt personnel ou de groupe de leurs propriétaires, la différenciation de la paysannerie sera inévitablement renouvelée et renforcée précisément en cas de collectivisation relativement réussie, c'est-à-dire avec la croissance générale de la production agricole. Si l'on supposait en outre que la collectivisation, jointe aux éléments de la nouvelle technique, augmenterait considérablement la productivité du travail agricole, sans laquelle la collectivisation ne serait pas économiquement justifiée et par conséquent ne se maintiendrait pas, cela créerait immédiatement dans le village, qui est encore aujourd'hui surpeuplé, dix, vingt millions ou plus de travailleurs en surplus que l'industrie ne pourrait pas absorber, même avec les plans les plus optimistes. À la croissance de ce surplus, c'est-à-dire de la population semi-prolétarienne, semi-paupérisée, incapable de trouver une place dans les coopératives, correspondrait la croissance à l'autre pôle de coopératives riches et de paysans plus aisés à l'intérieur des coopératives pauvres et moyennes. Avec une direction myope, qui déclare a priori que les coopératives sont des entreprises socialistes, les éléments paysans-capitalistes peuvent trouver dans la collectivisation la meilleure couverture pour eux-mêmes, en devenant de ce fait d'autant plus dangereux pour la dictature prolétarienne.

Les succès économiques de la période de transition actuelle ne liquident pas par conséquent les contradictions fondamentales, mais ils préparent leur reproduction aggravée sur un fondement historique nouveau et supérieur.

L'URSS et l'économie mondiale

La Russie capitaliste, malgré son arriération, constituait déjà une partie indissociable de l'économie mondiale. Cette dépendance d'une partie par rapport à un tout a été héritée du passé par la République soviétique, en même temps que toute la structure géographique, démographique et économique, du pays. La théorie du socialisme national auto-suffisant, formulée en 1924-27, reflétait la première période, extrêmement lente, de redressement de l'économie après la guerre ; lorsque ses exigences mondiales ne s'étaient pas encore fait sentir. La lutte tendue actuelle pour l'augmentation des exportations soviétiques est une réfutation éclatante des illusions du socialisme national. Les chiffres du commerce extérieur deviennent de plus en plus les chiffres prédominants en ce qui concerne les plans et le rythme de la construction socialiste. Mais le commerce extérieur doit se poursuivre ; et le problème de la relation mutuelle entre l'économie soviétique transitoire et le marché mondial commence à peine à révéler son importance décisive.

Intellectuellement, il est entendu que l'on peut construire une économie socialiste fermée et intérieurement équilibrée dans les frontières de l'URSS, mais la longue route historique menant vers cet idéal "national" passerait par de gigantesques changements économiques, des convulsions sociales et des crises. Le simple doublement de la récolte actuelle, c'est-à-dire le fait de se rapprocher de la récolte européenne, confronterait l'économie soviétique à l'énorme tâche de réaliser un surplus agricole de dizaines de millions de tonnes. Une solution à ce problème, aussi bien qu'au problème non moins aigu de la surpopulation rurale en augmentation, ne pourrait être résolu que par une redistribution radicale de millions de personnes dans les différentes branches de l'économie et par la liquidation complète des contradictions entre la ville et le village. Mais cette tâche – l'une des tâches fondamentales du socialisme – exigerait à son tour l'utilisation de ressources du marché mondial dans une mesure inconnue jusqu'à présent.

En dernière analyse, toutes les contradictions du développement de l'URSS conduisent de cette manière-là à la contradiction entre l'État ouvrier isolé et son encerclement capitaliste. L'impossibilité de construire une

économie socialiste auto-suffisante en un seul pays ravive les contradictions fondamentales de la construction socialiste à chaque nouvelle étape sur une échelle plus étendue et une profondeur plus grande. Dans ce sens, la dictature du prolétariat en URSS devrait inévitablement subir la destruction si le régime capitaliste dans le reste du monde se révélait capable de se maintenir pendant une autre longue époque historique. Mais considérer une telle perspective comme inévitable ou même la plus probable ne peut être que le fait de ceux qui croient en la stabilité du capitalisme ou en sa longévité. L'Opposition de gauche n'a rien en commun avec un tel optimisme capitaliste. Mais elle peut tout aussi peu être d'accord avec la théorie du socialisme national qui est l'expression d'une capitulation devant l'optimisme capitaliste.

La crise mondiale et la "collaboration" économique entre les pays capitalistes et l'URSS

Le problème du commerce extérieur, dans son exceptionnelle acuité actuelle, a pris au dépourvu les instances dirigeantes de l'URSS et, par là même, est devenu un élément de perturbation des plans économiques. Face à ce problème, la direction du Komintern s'est également avérée en faillite. Le chômage mondial transforme la question du développement des relations économiques entre les pays capitalistes et l'URSS en problème vital pour les grandes masses de la classe ouvrière. Il s'est ouvert une occasion rare devant le gouvernement soviétique et le Komintern d'attirer les travailleurs sociaux-démocrates et sans parti sur la base d'une question vitale et brûlante et de les familiariser ainsi avec le plan quinquennal soviétique et avec les avantages des méthodes socialistes. Avec le slogan de la collaboration économique et munie d'un programme concret, l'avant-garde communiste aurait pu mener une lutte beaucoup plus sérieuse contre le blocus et l'intervention qu'avec la répétition d'une seule et même simple condamnation. La perspective d'une économie européenne et mondiale planifiée aurait pu se hisser à des hauteurs sans précédent et, de cette manière-là, elle aurait pu alimenter à nouveau les slogans de la révolution mondiale. Le Komintern n'a presque rien fait dans ce domaine.

Lorsque la presse bourgeoise, y compris la presse social-démocrate, a été soudain mobilisée pour une campagne d'incitation dirigée contre le prétendu dumping soviétique, les partis communistes, ne sachant pas quoi faire, ont marqué le pas. Au moment où le gouvernement soviétique, devant le monde entier, est à la recherche de marchés et de crédits étrangers, la bureaucratie du Komintern déclare que le slogan de collaboration économique avec l'URSS est un slogan "contre-révolutionnaire". De telles stupidités honteuses, que l'on dirait créées spécialement pour semer la confusion dans la classe ouvrière, sont une conséquence directe de la théorie désastreuse du socialisme dans un seul pays.

2. Le parti dans le régime de la dictature

L'interrelation dialectique entre l'économie et la politique

Les contradictions *économiques* dans l'économie de transition ne se développent pas dans le vide. Les contradictions *politiques* du régime de la dictature, même si elles se développent, en dernière analyse, à partir des contradictions économiques, ont une importance indépendante et aussi plus directe pour le sort de la dictature que la crise économique.

L'enseignement officiel actuel, selon lequel la croissance de l'industrie nationalisée et des coopératives renforce automatiquement et de manière ininterrompue le régime de la dictature du prolétariat, est un produit d'un matérialisme "économique" vulgaire et non du matérialisme dialectique. En réalité, l'interrelation entre les fondements économiques et la superstructure politique a un caractère beaucoup plus complexe et contradictoire, en particulier à l'époque révolutionnaire. La dictature du prolétariat, qui a surgi à partir des rapports sociaux bourgeois, a révélé sa force dans la période qui a précédé la nationalisation de l'industrie et la collectivisation de l'agriculture. Ensuite, la dictature est passée par des périodes de renforcement et d'affaiblissement qui dépendaient du cours de la lutte de classe intérieure et mondiale. Les réalisations économiques ont souvent été obtenues au prix d'un affaiblissement politique du régime. C'est précisément cette interrelation dialectique entre l'économie et la politique qui a directement produit des virages serrés dans la politique économique du gouvernement, en commençant par la Nouvelle Politique Économique et en se terminant par les derniers zigzags de la collectivisation.

Le parti comme arme et comme mesure du succès

Comme toutes les institutions politiques, le parti est en dernière instance un produit des rapports de production de la société. Mais il n'est pas du tout un appareil enregistreur des changements dans ces rapports. En tant que synthèse des expériences historiques du prolétariat, et dans un certain sens de l'humanité, le parti s'élève au-dessus des changements conjoncturels et épisodiques dans les conditions économiques et politiques, lesquelles ne lui confèrent que le pouvoir nécessaire de prévoyance, d'initiative et de résistance.

L'on peut considérer comme complètement irréfutable le fait que la dictature a été réalisée en Russie et qu'elle a ensuite résisté aux moments les plus critiques parce qu'elle avait son centre de conscience et de détermination sous la forme du Parti bolchevik. L'incohérence et, en dernière analyse, la nature réactionnaire de toutes les espèces d'anarchistes et d'anarcho-syndicalistes consiste précisément dans le fait qu'ils ne comprennent pas l'importance décisive du parti révolutionnaire, en particulier à l'étape suprême de la lutte de classe, à l'époque de la dictature prolétarienne. Sans aucun doute, les contradictions sociales peuvent atteindre un point si aigu qu'aucun parti ne peut trouver d'issue. Mais il n'est pas moins vrai qu'avec l'affaiblissement du parti ou avec sa dégénérescence même une crise évitable dans l'économie peut devenir la cause de la chute de la dictature.

Les contradictions économiques et politiques du régime soviétique se croisent au sein du parti dirigeant. L'acuité du danger dépend, avec chaque crise se succédant, directement de l'état du parti. Peu importe l'importance que le taux d'industrialisation et de collectivisation puisse prendre en lui-même, il occupe néanmoins la seconde place devant le problème suivant : le parti a-t-il conservé sa clarté de vision, sa solidité idéologique, sa capacité à parvenir collectivement à une opinion et à lutter avec abnégation pour elle ? De ce point de vue, l'état du parti est le test suprême de la condition de la dictature prolétarienne, une mesure synthétisée de sa stabilité. Si, au nom de la réalisation de tel ou tel but pratique, une fausse attitude théorique est imposée au parti ; si les membres du parti sont évincés de force de la direction politique ; si l'avant-garde se dissout dans la masse amorphe ; si les cadres du parti sont maintenus dans l'obéissance par l'appareil de répression étatique, cela signifie qu'en dépit des succès économiques, l'équilibre général de la dictature est déficitaire.

Le remplacement du parti par l'appareil

Seuls les aveugles, les mercenaires ou ceux qui sont trompés, peuvent nier le fait que le parti au pouvoir en URSS, le parti dirigeant du Komintern, a été complètement écrasé et remplacé par l'appareil. La différence gigantesque entre le bureaucratisme de 1923 et celui de 1931 est déterminée par la liquidation complète de la dépendance de l'appareil vis-à-vis du parti, liquidation qui a eu lieu au cours de ces années, de même que par la dégénérescence plébiscitaire de l'appareil lui-même.

Il ne reste aucune trace de démocratie dans le parti. Les organisations locales sont choisies et réorganisées autocratiquement par les secrétaires. Les nouveaux membres du parti sont recrutés en fonction des ordres du centre avec les méthodes d'un service politique obligatoire. Les secrétaires locaux sont nommés par le Comité central qui s'est converti officiellement et ouvertement en corps consultatif du secrétaire général. Les congrès sont arbitrairement reportés, les délégués sont sélectionnés par le sommet selon leur démonstration de solidarité à l'égard du leader irremplaçable. Même un faux-semblant de contrôle sur le sommet par les membres des niveaux inférieurs est supprimé. Les membres du parti sont systématiquement formés dans l'esprit d'une soumission passive. Toute étincelle d'indépendance, d'autonomie et de fermeté, c'est-à-dire ces traits qui composent la nature d'un révolutionnaire, est écrasée, traquée et piétinée.

Dans l'appareil, il reste sans doute un certain nombre de révolutionnaires honnêtes et dévoués. Mais l'histoire de la période post-Lénine – une chaîne de falsifications de plus en plus grossières du marxisme, de manœuvres peu scrupuleuses et de moqueries cyniques du parti – aurait été impossible sans la prédominance grandissante dans l'appareil de fonctionnaires serviles qui ne reculent devant rien.

Sous couvert d'un faux monolithisme, le double jeu imprègne toute la vie du parti. Les décisions officielles sont acceptées à l'unanimité. En même temps, tous les échelons du parti sont rongés par des contradictions irréconciliables qui cherchent des moyens détournés pour éclater. Les Bessedovski dirigent la purge du parti contre l'Opposition de gauche à la veille de leur désertion dans le camp de l'ennemi. Les Bloumkiine sont abattus et remplacés par les Agabekov. Syrtsov, nommé président des commissaires du peuple

de la RSFSR à la place du “demi-traître” Rykov, est assez rapidement accusé d’un travail clandestin contre le parti. Riazanov, directeur de la plus importante institution scientifique du parti, est accusé, après la célébration solennelle de son jubilé, de participer à un complot contre-révolutionnaire. En se libérant du contrôle du parti, la bureaucratie se prive de la possibilité de contrôler le parti, sauf au moyen du GPU où les Menzhinski et les Yagoda hébergent les Agabekov.

Une chaudière à vapeur, même si elle est manipulée de manière brutale, peut effectuer un travail utile pendant longtemps. Mais un manomètre est un instrument délicat qui est très rapidement endommagé sous un choc. Avec un manomètre inutilisable, la meilleure des chaudières peut être amenée à son point d’explosion. Si le parti était seulement un instrument d’orientation, comme un manomètre ou un compas sur un bateau, même dans ce cas son dérèglement serait synonyme de gros ennuis. Mais plus que cela, le parti est la partie la plus importante du mécanisme gouvernemental. La chaudière soviétique martelée par la révolution d’Octobre est capable de faire un travail gigantesque même avec une mauvaise mécanique. Mais le dérangement même du manomètre signifie le danger constant d’explosion de toute la machine.

Dissolution du parti dans la classe ?

Les apologistes et avocats de la bureaucratie stalinienne tentent parfois de représenter la liquidation bureaucratique du parti comme un processus progressif de dissolution du parti dans la classe, qui s’explique par les succès de la transformation socialiste de la société. Dans ces affres théoriques, l’analphabétisme rivalise avec le charlatanisme. L’on pourrait parler de dissolution du parti dans la classe seulement comme l’autre face de l’apaisement des antagonismes de classe, de l’extinction du politique, de la réduction à zéro de toute forme de bureaucratisme, et d’abord de *la réduction du rôle de la coercition* dans les relations sociales. Or les processus qui se déroulent en URSS et dans le parti dirigeant ont un caractère directement opposé par beaucoup d’aspects. Non seulement la discipline coercitive ne disparaît pas – il serait même ridicule de s’attendre à cela au stade actuel – mais au contraire elle prend un caractère exceptionnellement sévère dans toutes les sphères de la vie sociale et personnelle. La participation organisée dans la politique du parti et de la classe est en fait réduite à zéro. La corruption du bureaucratisme ne connaît pas de limites. Dans ces conditions, le fait de représenter la dictature de l’appareil stalinien comme la disparition socialiste du parti, c’est se moquer de la dictature et du parti.

La justification brandlérienne du bureaucratisme plébiscitaire

Les partisans de l’aile droite du centrisme, les brandlériens, tentent de justifier l’étranglement du parti par la bureaucratie stalinienne en se référant au “manque de culture” des masses laborieuses. Ceci ne les empêche absolument pas en même temps d’attribuer au prolétariat russe le monopole discutabile dans la construction du socialisme dans un seul pays.

L’arriération économique et culturelle générale de la Russie est incontestable. Mais le développement des nations historiquement arriérées a un caractère *double* : afin de surmonter leur arriération, ils sont obligés d’adopter et de cultiver dans de nombreux domaines les formes les plus avancées. La doctrine scientifique de la révolution prolétarienne a été créée par les révolutionnaires de l’Allemagne arriérée au milieu du dix-neuvième siècle. C’est grâce à ce retard que le capitalisme allemand a ensuite dépassé le capitalisme de l’Angleterre et de la France. L’industrie de la Russie bourgeoise arriérée a été la plus concentrée du monde entier. Le jeune prolétariat russe a été le premier à montrer dans l’action la combinaison d’une grève générale et d’une insurrection, le premier à créer des soviets, et le premier à conquérir le pouvoir. L’arriération du capitalisme russe n’a pas empêché la formation du parti prolétarien le plus avisé qui ait jamais existé. Au contraire, c’est ce qui l’a rendue possible.

En tant que sélection de la classe révolutionnaire dans une époque révolutionnaire, le Parti bolchevik a vécu une vie interne riche et orageuse dans la période la plus critique de son histoire. Qui aurait osé, avant Octobre ou dans les premières années après la révolution, renvoyer à l’“arriération” du prolétariat russe en tant que défense du bureaucratisme dans le parti ! Or la véritable hausse du niveau général de culture des travailleurs qui s’est produite depuis la prise du pouvoir n’a pas conduit à l’épanouissement de la démocratie de parti, mais, au contraire, à sa complète extinction. Les références au flot d’ouvriers provenant du village n’expliquent rien, étant donné que ce facteur a toujours été en vigueur et que le niveau culturel du village depuis la révolution s’est considérablement amélioré. En fin de compte, le parti n’est pas la classe, mais son

avant-garde ; il ne peut pas payer sa croissance numérique par une baisse de son niveau politique. La défense brandlérienne du bureaucratisme plébiscitaire, qui est fondée sur une conception syndicale et non pas bolchevique du parti, est en réalité de l'auto-défense parce que, dans la période des pires échecs et de la déchéance du centrisme, les gens de l'aile droite en étaient son soutien fiable.

Pourquoi la bureaucratie centriste triomphe-t-elle ?

Pour expliquer du point de vue marxiste pourquoi la bureaucratie centriste a triomphé et pourquoi elle a été contrainte d'étrangler le parti afin de préserver sa victoire, l'on ne doit pas partir d'un "manque de culture" abstrait du prolétariat, mais du changement dans les relations mutuelles des classes et du changement dans les humeurs de chaque classe.

Après une tension héroïque des forces au cours des années de révolution et de guerre civile, une période de grandes espérances et d'illusions inévitables, le prolétariat ne pouvait que traverser une assez longue période de lassitude, de baisse de son énergie, et, pour partie, de franche désillusion quant aux résultats de la révolution. En vertu des lois de la lutte des classes, la réaction du prolétariat a provoqué un formidable afflux d'espoir et de confiance dans les couches petites-bourgeoises de la ville et du village et dans les éléments bourgeois de la bureaucratie d'État qui ont gagné une force considérable sur la base de la NEP. L'écrasement de l'insurrection bulgare en 1923, la défaite peu glorieuse du prolétariat allemand en 1923, l'écrasement du soulèvement estonien en 1924, la liquidation déloyale de la grève générale en Angleterre en 1926, l'écrasement de la révolution chinoise en 1927, la stabilisation du capitalisme en relation avec ces catastrophes – tel est le cadre international de la lutte des centristes contre les bolcheviks-léninistes. Le mauvais traitement infligé au "permanent", c'est-à-dire, pour l'essentiel, à la révolution internationale, le rejet d'une politique audacieuse d'industrialisation et de collectivisation, la dépendance envers le koulak, l'alliance avec la bourgeoisie "nationale" dans les colonies et avec la sociaux-impérialistes dans les métropoles – tel est le contenu politique du bloc de la bureaucratie centriste avec les forces de Thermidor. S'appuyant sur la bureaucratie petite-bourgeoise et bourgeoise qui s'est renforcée et enhardie, exploitant la passivité du prolétariat fatigué et désorienté et les défaites de la révolution de par le monde, l'appareil centriste a étouffé l'aile de gauche révolutionnaire du parti au cours de quelques années.

Le parcours en zigzags

Les zigzags politiques de l'appareil ne sont pas accidentels. En eux s'exprime l'adaptation de la bureaucratie aux forces de classe en conflit. Le parcours de 1923-28, si nous faisons abstraction d'hésitations occasionnelles, a constitué une semi-capitulation de la bureaucratie vis-à-vis des koulaks dans le pays et vis-à-vis de la bourgeoisie internationale et de ses intermédiaires réformistes à l'étranger. Ayant ressenti l'hostilité grandissante du prolétariat, ayant aperçu le fond de l'abîme thermidorien jusqu'au bord même duquel ils avaient glissé, les staliniens ont fait un bond à gauche. La soudaineté de ce saut a correspondu à l'ampleur de la panique qui a été provoquée dans leurs rangs par les conséquences de leur propre politique, mise à nu par la critique de l'Opposition de gauche. Le parcours de 1928-31 – si nous laissons de nouveau de côté les inévitables hésitations et rechutes – représente une tentative de la bureaucratie pour s'adapter au prolétariat, mais sans abandonner la base de principes de sa politique ou, ce qui est plus important, son omnipotence. Les zigzags du stalinisme montrent que la bureaucratie n'est pas une classe, n'est pas un facteur historique indépendant, mais un instrument, un organe exécutif des classes. Le zigzag à gauche est la preuve que peu importe que le parcours à droite précédent soit allé loin, il s'est néanmoins développé sur la base de la dictature du prolétariat. Mais la bureaucratie n'est pas un organe passif qui ne réfracte que les influences de la classe. Sans avoir une indépendance absolue, alors que cette illusion habite les crânes de beaucoup de bureaucrates, l'appareil de gouvernement jouit néanmoins d'une grande indépendance relative. La bureaucratie est en possession directe du pouvoir d'État ; elle s'élève au-dessus des classes et elle impose une marque puissante sur leur développement ; et même si elle ne peut pas devenir elle-même le fondement du pouvoir d'État, elle peut, avec sa politique, faciliter le transfert du pouvoir des mains d'une classe dans les mains d'une autre classe.

La politique de zigzags est incompatible avec l'indépendance du parti prolétarien

Le problème de l'auto-préservation est au-dessus de tous les autres problèmes de la bureaucratie. Tous ses virages résultent *directement* de ses efforts pour conserver son indépendance, sa position, sa puissance. Mais la politique de zigzags, qui requiert d'avoir entièrement carte blanche, est incompatible avec la présence d'un parti indépendant qui a l'habitude de contrôler et qui exige une comptabilité. De là découle le système de destruction violente de l'idéologie du parti et le fait de semer consciemment la confusion.

La ligne en faveur des koulaks, le programme menchevik de sabotage de l'industrialisation et de la collectivisation, le bloc avec Purcell, Tchang Kaï-chek, La Follette et Radich, la création de l'«Internationale paysanne», le mot d'ordre d'un parti des deux classes¹, tout cela était déclaré comme étant du léninisme. À l'inverse, la ligne de l'industrialisation et de la collectivisation, la demande de la démocratie dans le parti, le slogan des soviets en Chine, la lutte contre les partis des deux classes en faveur du parti du prolétariat, la dénonciation du vide et du mensonge du Krestintern, de la Ligue anti-impérialiste et d'autres villages Potemkine² – tous ces éléments-là ont été affublés du nom de «trotskisme».

Avec le virage de l'année 1928, les masques ont été repeints, mais la mascarade a continué. La proclamation d'une insurrection armée et de soviets en Chine à une époque de montée de la contre-révolution, le rythme économique aventuriste en URSS sous le fouet de l'administration, la « liquidation des koulaks en tant que classe » en deux ans, le rejet du front uni avec les réformistes quelles que soient les conditions³, le rejet des slogans de démocratie révolutionnaire pour les pays historiquement arriérés, la proclamation de la «troisième période» à une époque de reprise économique – tout cela s'appelait désormais le léninisme. À l'inverse, la demande de plans économiques réalistes adaptés aux ressources et aux besoins des travailleurs, le rejet du programme de liquidation des koulaks sur la base du recensement paysan, le rejet de la métaphysique de la «troisième période» en échange d'une analyse marxiste des processus économiques et politiques à travers le monde et dans chaque pays – tout cela était maintenant déclaré comme devant être du « trotskisme contre-révolutionnaire ».

Le lien idéologique entre les deux périodes de cette mascarade bureaucratique demeure la théorie du socialisme dans un seul pays, c'est-à-dire la charte fondamentale de la bureaucratie soviétique qu'elle met au service de son emprise sur l'avant-garde prolétarienne mondiale et qu'elle utilise pour sanctifier à l'avance toutes ses actions, ses erreurs et ses crimes. Le tissu de la conscience de parti se crée lentement et il exige un constant renouvellement au moyen d'une évaluation marxiste de la route parcourue, d'une analyse des changements dans la situation, d'une prévision révolutionnaire. Sans un travail critique interne inlassable, le parti tombe inévitablement en déclin. Mais la lutte de la bureaucratie pour son auto-préservation exclut toute mise en opposition ouverte de la politique d'aujourd'hui avec celle d'hier, c'est-à-dire l'examen d'un zigzag par l'autre. Plus la conscience de la faction dirigeante est lourde, plus elle se transforme en un ordre d'oracles, qui parlent une langue ésotérique et exigent une reconnaissance de l'infaillibilité de l'oracle principal. Toute l'histoire du parti et de la révolution est adaptée aux besoins de l'auto-préservation bureaucratique. Une légende s'empile sur l'autre. Les vérités fondamentales du marxisme sont désignées comme étant des déviations. Ainsi, dans le processus consistant à zigzaguer entre les classes au cours des huit dernières années, le tissu essentiel de la conscience de parti a été de plus en plus déchiqueté et mis en lambeaux. Les pogroms administratifs ont fait le reste.

1 Robert La Follette (1855-1925), sénateur américain du Wisconsin était le candidat du Progressive Party à la présidentielle de 1924. Les partis des deux classes, c'est-à-dire les partis ouvriers et paysans, était un terme employé par les staliniens dans les années 1920 pour justifier le soutien du Kuomintang et d'autres partis bourgeois en Orient. L'on trouvera l'attaque que Trotski mène contre ce concept comme étant non-marxiste dans *The Third International After Lenin* [La Troisième Internationale après Lénine] et dans *Problems of the Chinese Revolution* [Les problèmes de la Révolution chinoise].

2 Grigori Potemkine (1739-91), maréchal et conseiller de Catherine la Grande était affecté à la tâche d'organiser la «Nouvelle Russie». Il a reconstruit de vieux ports et établi de nouveaux villages, mais ses détracteurs ont accusé ses villages d'être des façades en carton construites pour tromper l'impératrice quand elle visitait une région ; d'où l'expression de villages Potemkine.

3 Le front uni était une tactique employée par les bolcheviks en Russie avant la Révolution d'Octobre et élaborée par le II^e Congrès du Komintern en 1920. Il était destiné à donner aux ouvriers l'opportunité de lutter conjointement contre l'ennemi de classe commun, même quand ils étaient divisés en organisations réformistes et révolutionnaires ; il permet également au parti révolutionnaire d'établir le contact avec les membres d'autres organisations de la classe ouvrière et, quand il y réussit, à gagner leur sympathie. La condition principale de l'usage de cette tactique, selon les bolcheviks, est que le parti révolutionnaire doit à tout moment préserver son indépendance et le droit de critiquer les autres participants dans n'importe quel front uni. Entre 1928 et 1934, les staliniens ont dénaturé cette tactique en la transformant en ce qu'ils ont appelé le «front uni d'en bas» qui était fondé sur l'idée que des accords d'action conjointe devaient être négociés et mis en œuvre avec les membres et non pas avec les dirigeants des organisations non-staliniennes ; la conséquence en a été le torpillage de la possibilité de n'importe quel front uni véritable. L'on trouvera la discussion la plus complète du front uni chez Trotski dans son *The Struggle Against Fascism in Germany* [La lutte contre le fascisme en Allemagne].

Le régime plébiscitaire dans le parti

Ayant conquis et étranglé le parti, la bureaucratie ne peut pas se permettre le luxe qu'il y ait des différences d'opinion dans ses propres rangs, afin de ne pas être obligée d'en appeler aux masses pour trancher les questions litigieuses. Elle a besoin d'un arbitre permanent, d'un supérieur politique. La sélection pour l'ensemble de l'appareil se fait autour du "chef". C'est ainsi qu'est né le régime de l'appareil plébiscitaire.

Le bonapartisme est l'une des formes de la victoire de la bourgeoisie sur le soulèvement des masses populaires. Identifier le régime soviétique actuel au régime social du bonapartisme, ainsi que Kautsky le fait, signifie dissimuler consciemment aux travailleurs, dans l'intérêt de la bourgeoisie, la différence qui existent entre leur base de classe. Malgré cela, l'on peut parler avec une pleine justification de la dégénérescence plébiscitaire complète de l'appareil stalinien ou du système bonapartiste d'administration du parti comme l'une des conditions préalables à un régime bonapartiste dans le pays. Un nouvel ordre politique ne surgit pas de nulle part. La classe qui est arrivée au pouvoir construit l'appareil de sa domination à partir des éléments dont elle dispose au moment du renversement révolutionnaire ou contre-révolutionnaire. Les soviets dirigés par les mencheviks et les sociaux-révolutionnaires ont été, au temps de Kerenski, la dernière ressource politique du régime bourgeois. Au même moment, les soviets, par-dessus tout dans leur forme bolchevique, ont été le creuset de la dictature du prolétariat qui était en cours de création. L'appareil soviétique actuel est une forme bureaucratique, plébiscitaire, falsifiée, de la dictature du prolétariat. Elle est aussi cependant un instrument potentiel de bonapartisme. Entre la fonction actuelle de l'appareil et sa fonction possible, le sang de la guerre civile devrait encore couler. Or la contre-révolution victorieuse trouverait précisément dans l'appareil plébiscitaire des éléments précieux pour l'établissement de sa domination, de même que sa victoire même serait impensable sans le transfert de sections décisives de l'appareil du côté de la bourgeoisie. C'est pourquoi le régime plébiscitaire stalinien est devenu un danger majeur pour la dictature du prolétariat.

3. Les dangers et les possibilités d'un soulèvement contre-révolutionnaire

Le rapport des forces entre les tendances socialistes et capitalistes

Du fait de l'effet combiné des succès économiques et des mesures administratives, le poids spécifique des éléments capitalistes dans l'économie a été grandement réduit au cours des récentes années, en particulier dans l'industrie et dans le commerce. La collectivisation et la dékoulakisation ont fortement diminué le rôle d'exploitation des couches rurales supérieures. Le rapport des forces entre les éléments socialistes et capitalistes de l'économie s'est indubitablement déplacé au bénéfice des premiers. Ignorer, ou même nier ce fait, ainsi que les ultragauches ou les oppositionnels vulgaires le font, en répétant des formules générales sur le Nepman et le koulak, est complètement indigne pour des marxistes.

Mais il n'en est pas moins faux de considérer le rapport des forces en pourcentage comme garanti ou, ce qui est encore pire, de mesurer le degré de réalisation du socialisme avec le poids spécifique de l'État et l'économie privée en URSS. La liquidation accélérée des éléments capitalistes intérieurs, avec des méthodes ici aussi d'étourdissement administratif, a coïncidé avec l'apparition accélérée de l'URSS sur le marché mondial. La question du poids spécifique des éléments capitalistes en URSS ne devrait donc pas être posée indépendamment de la question du poids spécifique de l'URSS dans l'économie mondiale.

Le Nepman, l'intermédiaire et le koulak, sont indubitablement des agents de l'impérialisme mondial ; l'affaiblissement des premiers signifie en même temps l'affaiblissement du dernier. Mais cela n'épuise pas la question : à côté du Nepman, il existe toujours le fonctionnaire de l'État. Lénine a rappelé, lors du dernier congrès auquel il a participé, que, assez fréquemment dans l'histoire, un peuple victorieux adopte, du moins dans sa couche supérieure, les coutumes et les mœurs du peuple, culturellement supérieur, conquis par lui, et que des processus analogues sont également possibles dans la lutte de classe. La bureaucratie soviétique, qui représente un amalgame de couche supérieure du prolétariat victorieux avec de larges couches des classes renversées, inclut en son sein un puissant intermédiaire du capital mondial.

Les éléments du pouvoir duel

Deux procès – intentés contre des spécialistes-saboteurs et contre des mencheviks – ont fourni un tableau extrêmement frappant du rapport de forces entre les classes et entre les partis en URSS. Il a été établi de manière irréfutable par le tribunal que durant les années 1923-28 les spécialistes bourgeois, en étroite alliance avec les centres étrangers de la bourgeoisie, ont effectué avec succès un ralentissement artificiel de l'industrialisation, car ils comptaient sur le rétablissement des rapports capitalistes. Les éléments du pouvoir dual dans le pays de la dictature du prolétariat ont atteint un tel poids que les agents directs de la restauration capitaliste, avec leurs agents démocratiques, les mencheviks, pouvaient jouer un rôle dirigeant dans tous les centres économiques de la République soviétique ! Jusqu'où, d'autre part, le centrisme avait-il glissé en direction de la bourgeoisie quand la politique officielle du parti pendant plusieurs années a pu servir de couverture légale aux plans et aux méthodes de restauration capitaliste !

Le dernier zigzag de Staline, preuve objective de la puissante vitalité de la dictature prolétarienne, qui fait tourner la bureaucratie autour de son axe, n'a en aucun cas créé une politique prolétarienne cohérente, ni un régime pur et dur de dictature prolétarienne. Les éléments du pouvoir dual contenus dans l'appareil bureaucratique n'ont pas disparu avec l'inauguration du nouveau cours, mais ils ont changé de couleur et de méthodes. Ils sont même devenus indubitablement plus forts quand la dégénérescence plébiscitaire de l'appareil a progressé. Les naufrageurs confèrent désormais au rythme des objectifs aventuristes et ils préparent ainsi des crises dangereuses. Les bureaucrates accrochent avec zèle la bannière du socialisme sur les fermes collectives dans lesquelles se cachent les koulaks. Des tentacules non seulement idéologiques, mais aussi organisationnels, de la contre-révolution ont pénétré profondément dans les organes de la dictature prolétarienne, en prenant une coloration protectrice d'autant plus facilement que toute la vie du parti officiel repose sur des mensonges et de la falsification. Les éléments du pouvoir dual sont d'autant plus dangereux que l'avant-garde prolétarienne réprimée a moins la possibilité de les découvrir et de purger ses rangs à temps.

Le parti et la construction socialiste

La politique est de l'économie concentrée, et la politique de la dictature est la plus concentrée de toutes les politiques imaginables. Le plan des perspectives économiques n'est pas un dogme donné au départ, mais une hypothèse de travail. L'examen collectif du plan doit avoir lieu au cours du processus de son exécution, dans lequel les éléments de vérification ne sont pas seulement des chiffres comptables, mais aussi les muscles et les nerfs des ouvriers et l'état d'esprit politique des paysans. Tester, vérifier, résumer et généraliser, tout cela ne peut être fait que par un parti indépendant, agissant de son plein gré, sûr de lui. Le plan quinquennal serait inconcevable sans la certitude que tous les participants du processus économique, les directions des usines et des trusts d'une part et les comités d'usine de l'autre, se soumettent à la discipline du parti, et que ses ouvriers sans parti demeurent sous la direction des unités centrales et des comités d'usine.

Or, la discipline du parti a complètement fusionné avec la discipline administrative. L'appareil s'est montré – et continue à se montrer même aujourd'hui – comme tout-puissant dans la mesure où il a la possibilité d'épuiser le capital de base du Parti bolchevik. Ce capital est important, mais il n'est pas illimité. La surexploitation du commandement bureaucratique a atteint ses limites extrêmes au moment de l'écrasement de l'aile droite. On ne peut pas aller plus loin sur cette route. Mais cela a préparé la voie à l'effondrement de la discipline administrative

À partir du moment où la tradition du parti pour les uns et la peur de celle-ci pour les autres cessent d'assurer la cohésion du parti officiel et que des forces hostiles font irruption à la surface, l'économie d'Etat ressentira soudain de plein fouet les contradictions politiques. Chaque trust et chaque usine annuleront les plans et les directives provenant d'en haut afin d'assurer leurs intérêts par leurs propres moyens. Des contrats entre des usines particulières et le marché privé dans le dos de l'État deviendront la règle au lieu de l'exception. La lutte entre les usines pour les ouvriers, les matières premières et les marchés, va automatiquement inciter les ouvriers à lutter pour de meilleures conditions de travail. Le principe de planification, qui est ainsi inévitablement abrogé, signifierait non seulement le rétablissement du marché intérieur, mais aussi la rupture du monopole du commerce extérieur. La gestion des trusts se rapprocherait rapidement de la position des propriétaires privés ou de celle des agents du capital étranger, position vers laquelle beaucoup d'entre eux seraient obligés de se tourner dans leur lutte pour l'existence. Au village, où les types de fermes collectives, qui ne sont pas très capables d'offrir de la résistance, auraient à peine le temps d'absorber les petits producteurs marchands, l'effondrement du principe de planification déchaînerait précipitamment des éléments d'accumulation primitive. La pression administrative serait incapable de sauver la situation ne serait-ce que par le fait que l'appareil bureaucratique serait la première victime des contradictions et des tendances centrifuges.

Sans la force idéaliste et de cimentation du Parti communiste, l'État soviétique et l'économie planifiée seraient par conséquent condamnées à la désintégration.

La dégénérescence du parti et le danger de guerre civile

L'effondrement de la discipline plébiscitaire ne toucherait pas seulement le parti, l'administration, l'économie, le syndicat et les organes, mais aussi l'Armée rouge et le GPU ; sous certaines conditions, l'explosion pourrait commencer par ce dernier. Cela montre déjà que le passage du pouvoir entre les mains de la bourgeoisie ne pourrait en aucun cas être simplement confiné à un processus de dégénérescence, mais qu'il prendrait inévitablement la forme d'un renversement ouvert violent.

Sous quelle forme cela pourrait-il se produire ? À cet égard, seules les tendances principales peuvent être dévoilées. Par un renversement *thermidorien*, l'opposition de gauche a toujours compris un glissement décisif du pouvoir du prolétariat à la bourgeoisie, mais accompli formellement à l'intérieur du cadre du système soviétique sous la bannière de l'une des factions du parti officiel contre l'autre. Contrairement à celui-ci, le renversement *bonapartiste* apparaît comme une forme plus ouverte, "plus mûre", de la contre-révolution bourgeoise, effectuée contre le système soviétique et le Parti bolchevik dans son ensemble, sous la forme d'une épée nue levée au nom de la propriété bourgeoise. L'écrasement de l'aile droite du parti et sa renonciation à sa plate-forme diminuent les chances de la première forme de renversement, pas à pas, voilée, c'est-à-dire la forme thermidorienne. La dégénérescence plébiscitaire de l'appareil du parti augmente indubitablement les chances de la forme bonapartiste. Cependant, Thermidor et bonapartisme ne représentent pas des types de classe irréconciliables, mais ils sont seulement des étapes de développement du même type – le processus historique vivant est inépuisable en ce qui concerne la création des formes de transition et de combinaison. Une seule chose est sûre : si la bourgeoisie osait poser la question du pouvoir ouvertement, la réponse finale serait donnée par le test mutuel des forces de classe dans un combat mortel.

Les deux camps de la guerre civile

Dans l'éventualité où ce processus moléculaire de l'accumulation des contradictions conduirait à une explosion, l'unification du camp ennemi se ferait sous le feu autour de ces centres politiques hier encore illégaux. Le centrisme, en tant que faction dirigeante, conjointement avec l'appareil administratif, tomberait immédiatement victime de la différenciation politique. Les éléments qui le composent se diviseraient en camps opposés sur les barricades. Qui occuperait la place principale dans le premier camp de la contre-révolution : les éléments aventuristes-prétoriens du type Toukhatchevski, Bluecher, Boudenny⁴, ou carrément les rebuts du type Bessedovski, ou encore des éléments de plus grand poids du type Ramzine et Osadchy ? Cela sera déterminé par le temps et les conditions du virage de la contre-révolution vers l'offensive. Cependant, la question elle-même pourrait n'avoir qu'une importance épisodique. Les Toukhatchevski et les Bessedovski ne pourraient servir que comme une étape pour les Ramzine et Osadchy ; et quant à eux, ils ne seraient qu'une étape pour la dictature impérialiste qui se débarrasserait d'eux deux très vite si elle ne devait pas réussir à sauter par-dessus eux immédiatement. Les mencheviks et les sociaux-révolutionnaires formeraient un bloc avec l'aile prétorienne du centrisme et ils serviraient à protéger les impérialistes lors du déclin précipité de la révolution, de même qu'ils ont cherché à les protéger en 1917 lors de la forte ascension de la révolution.

Dans le camp opposé, un regroupement non moins résolu de forces aurait lieu sous la bannière de la lutte pour Octobre. Les éléments révolutionnaires des soviets, des syndicats, des coopératives, de l'armée et, finalement et par-dessus tout, des ouvriers avant-gardistes dans les usines, ressentiraient, face au danger menaçant, le besoin de s'unir étroitement sous des slogans clairs autour du noyau de révolutionnaires bien trempés et éprouvés qui sont incapables de capituler et de trahir. Non seulement la faction centriste mais aussi l'aile droite du parti produiraient de nombreux révolutionnaires qui défendraient la Révolution d'Octobre les armes à la main. Mais il leur faudrait pour cela une douloureuse démarcation interne, qui ne peut se faire sans une période de confusion, d'hésitation et de perte de temps. Dans ces circonstances décisives, la faction des bolcheviks-léninistes, se distinguant par son passé et endurcie par de difficiles épreuves, servirait d'élément de

4 Sémion Boudenny (1883-1973), qui a adhéré au PC en 1919, a été l'une des rares figures militaires dirigeantes à échapper à l'exécution ou à l'emprisonnement au cours des purges.

crystallisation au sein du parti. C'est tout autour de l'Opposition de gauche qu'auraient lieu le processus d'unification du camp révolutionnaire et la renaissance du véritable Parti communiste. La présence d'une faction léniniste doublerait les chances du prolétariat dans la lutte contre les forces du renversement contre-révolutionnaire.

4. L'Opposition de gauche et l'URSS

Contre le socialisme national. Pour la révolution permanente

Les tâches démocratiques de la Russie arriérée ne pouvaient être résolues que par la voie de la dictature du prolétariat. Bien qu'ayant pris le pouvoir à la tête des masses paysannes, le prolétariat ne pouvait cependant pas s'en tenir aux tâches démocratiques. La révolution démocratique était directement entrelacée avec la première phase de la révolution socialiste. Mais cette dernière ne pouvait être achevée que dans l'arène internationale. Le programme du Parti bolchevik formulé par Lénine considère l'insurrection d'Octobre comme la première étape de la révolution prolétarienne mondiale, de laquelle elle est inséparable. C'est également le noyau de la théorie de la *révolution permanente*.

Le retard extraordinaire qu'a pris le développement de la révolution mondiale, un retard qui crée de gigantesques difficultés à l'URSS et qui produit des processus de transition imprévus, ne doit pas néanmoins modifier les perspectives et les tâches fondamentales qui découlent du caractère mondial de l'économie capitaliste et du caractère permanent de la révolution prolétarienne mondiale.

L'Opposition de gauche internationale rejette et condamne catégoriquement la théorie du socialisme dans un seul pays qui a été créée en 1924 par les épigones comme la pire perversion du marxisme, comme le principal succès de l'idéologie thermidorienne. Un combat irréconciliable contre le stalinisme (ou le socialisme national), qui a trouvé son expression dans le programme de l'Internationale communiste, est une condition nécessaire pour une stratégie révolutionnaire correcte, aussi bien dans les questions de la lutte de classe internationale que dans le domaine des tâches économiques de l'URSS.

Les éléments du pouvoir duel dans le régime de la dictature prolétarienne

Si nous partons du fait incontestable que le Parti communiste de l'Union soviétique a cessé d'être un parti, ne sommes-nous pas contraints par conséquent d'arriver à la conclusion qu'il n'y a pas de dictature du prolétariat en URSS, étant donné que celle-ci est inconcevable sans un parti prolétarien dirigeant ? Une telle conclusion, entièrement cohérente à première vue, est néanmoins une caricature de la réalité, une caricature réactionnaire qui ignore les possibilités créatrices du régime et les réserves cachées de la dictature. Même si le parti en tant que parti, c'est-à-dire en tant qu'organisation indépendante de l'avant-garde, n'existe pas, cela ne signifie cependant pas que tous les éléments du parti hérités du passé sont liquidés. Dans la classe ouvrière, la tradition de la révolution d'Octobre est vivante et forte ; les habitudes de la pensée de classe sont solidement enracinées ; les leçons des luttes révolutionnaires et les conclusions de la stratégie bolchevique ne sont pas oubliées dans la vieille génération ; la haine vis-à-vis des anciennes classes dirigeantes et de leurs partis vit dans les masses du peuple, et en particulier dans le prolétariat. Toutes ces tendances dans leur ensemble constituent non seulement la réserve du futur, mais aussi le pouvoir vivant d'aujourd'hui qui préserve l'Union soviétique en tant qu'État ouvrier.

Il existe un profond antagonisme entre les forces créatrices de la révolution et la bureaucratie. Si l'appareil stalinien est constamment bloqué par certaines limites, s'il se trouve même obligé de virer brusquement à gauche, cela advient avant tout sous la pression des éléments amorphes, dispersés, mais encore puissants, du parti révolutionnaire. La force de ce facteur ne peut pas être exprimée numériquement. En tout cas, il est aujourd'hui assez puissant pour soutenir la structure de la dictature du prolétariat. L'ignorer signifie adopter la manière de penser bureaucratique et chercher le parti partout où l'appareil stalinien commande et nulle part ailleurs.

L'Opposition de gauche rejette catégoriquement l'analyse de l'État soviétique non seulement en tant qu'un État bourgeois ou petit-bourgeois, mais aussi en tant qu'un État "neutre", qui est resté dans un certain sens sans dirigeants de classe. La présence d'*éléments* de pouvoir duel ne signifie en aucun cas qu'il existe un

équilibre politique entre les classes. Dans l'évaluation des processus sociaux, l'établissement d'un degré de maturité atteint et du point terminal est particulièrement important. Le moment où la quantité se change en qualité a une importance décisive aussi bien en politique que dans les autres domaines. La détermination correcte de ce moment-là est la plus importante et en même temps la plus difficile des tâches de la direction révolutionnaire.

L'évaluation de l'URSS en tant qu'un État se situant entre les classes (Urbahns) est théoriquement inadéquate et politiquement équivalente à la capitulation en totalité ou en partie de la forteresse du prolétariat mondial devant l'ennemi de classe. L'Opposition de gauche rejette et condamne catégoriquement ce point de vue comme étant incompatible avec les principes du marxisme révolutionnaire.

La voie de l'Opposition de gauche en URSS : la voie de la réforme

L'analyse donnée ci-dessus concernant les possibilités et les chances d'un renversement contre-révolutionnaire ne devrait en aucune manière être comprise comme signifiant que les contradictions actuelles devraient *absolument* mener à un franc déclenchement de la guerre civile. La sphère sociale est élastique et – dans certaines limites – elle ouvre différentes possibilités en fonction de l'énergie et de la perspicacité des forces combattantes et des processus internes qui dépendent du cours de la lutte de classe internationale. La tâche du révolutionnaire prolétarien consiste en toutes circonstances à bien réfléchir jusqu'au bout à chaque situation et aussi à se préparer à la pire issue. L'analyse des possibilités et des chances d'un renversement thermidorien-bonapartiste n'a rien en commun avec du pessimisme, exactement comme l'aveuglement et les fanfaronnades de la bureaucratie n'ont rien en commun avec de l'optimisme révolutionnaire.

La reconnaissance de l'État soviétique actuel comme étant un État ouvrier signifie non seulement que la bourgeoisie ne peut conquérir le pouvoir que par un soulèvement armé, mais que le prolétariat de l'URSS n'a pas perdu la possibilité que la bureaucratie soit subordonnée à lui, de faire renaître le parti, et de régénérer le régime de la dictature – sans une nouvelle révolution, avec les méthodes et la voie de la *réforme*.

Ce serait faire part d'un pédantisme stérile que d'entreprendre de calculer à l'avance les chances de la réforme prolétarienne et des tentatives d'un soulèvement bourgeois. Ce serait faire part d'une insouciance criminelle que de soutenir que la première est assurée et que les dernières sont exclues. L'on doit être préparé à toutes les variantes possibles. Afin, au moment de l'effondrement inévitable du régime plébiscitaire, de rassembler et de faire avancer rapidement l'aile prolétarienne, sans laisser la classe ennemie gagner du temps, il est absolument nécessaire que l'opposition de gauche existe et se développe en tant qu'une solide faction, qu'elle analyse tous les changements de situation, quelle formule clairement les perspectives de développement, qu'elle lance des slogans de combat au bon moment, et qu'elle renforce ses liens avec les éléments avancés de la classe ouvrière.

L'Opposition de gauche et les brandlériens

L'attitude de l'Opposition de gauche vis-à-vis du centrisme détermine son attitude à l'égard de l'Opposition de droite qui constitue un pont inachevé entre le centrisme et la social-démocratie.

Dans la question russe, aussi bien que dans toutes les autres, l'aile droite internationale mène une existence parasitaire, se nourrissant principalement de critique des erreurs pratiques et secondaires du Komintern dont elle approuve la politique opportuniste relative aux questions fondamentales. L'absence de principes chez les brandlériens se manifeste de la manière la plus franche et la plus cynique dans les questions qui sont liées au destin de l'URSS. À l'époque où le gouvernement pariait sur les koulaks, les brandlériens soutenaient totalement la ligne officielle et ils démontraient qu'aucune politique autre que celle de Staline-Rykov-Boukharine ne pouvait être menée. Après le virage de 1928, les brandlériens ont été réduits à un silence d'expectative. Quand les succès de l'industrialisation, qu'ils n'attendaient pas, se sont manifestés, les brandlériens ont adopté sans se poser de questions le programme du « plan quinquennal en quatre ans » et la « liquidation des koulaks en tant que classe ». Les gens de l'aile droite ont fait preuve de leur complète incapacité à avoir une orientation révolutionnaire et une prévision marxiste, et ils se présentaient en conséquence en même temps comme les partisans du régime stalinien en URSS. Le trait caractéristique de l'opportunisme – s'incliner devant le pouvoir existant – détermine toute l'attitude des brandlériens vis-à-vis des staliniens : « Nous sommes prêts à reconnaître sans nous poser de questions tout ce que vous faites en URSS, permettez-nous seulement de mener *notre propre* politique dans *notre* Allemagne ». La position des

lovestoniens aux États-Unis, de l'aile droite en Tchécoslovaquie, et des groupes à demi sociaux-démocrates, à demi communistes, qui leur sont apparentés dans d'autres pays, ont un caractère similaire.

L'Opposition de gauche mène une lutte irréconciliable contre les suivistes des centristes provenant du camp de l'aile droite, en particulier et principalement en ce qui concerne la question russe et, en même temps, elle fait tout son possible pour libérer de l'influence désagrégatrice des dirigeants brandlériens les révolutionnaires ouvriers qui ont été amenés à l'Opposition de droite par les zigzags du centrisme et son régime sans valeur.

Le principe de l'Opposition de gauche : dire ce qui est

Les partisans du camp petit-bourgeois de l'Union soviétique, ses "amis", en réalité des amis de la bureaucratie stalinienne, ce qui inclut également les fonctionnaires qui dépendent du Komintern dans les différents pays, ferment de bon cœur leurs yeux sur les contradictions dans l'évolution de l'Union soviétique afin, ultérieurement, au premier danger sérieux, de lui tourner le dos.

Il n'est cependant pas rare que des conflits politiques et personnels poussent dans les rangs de l'Opposition de gauche des centristes effrayés ou, encore pire, des carriéristes insatisfaits. Avec l'exacerbation des répressions, ou bien lorsque la ligne officielle connaît un succès passager, ces éléments retournent dans les rangs officiels en tant que capitulateurs, rangs dans lesquels ils constituent le chœur des parias. Les capitulateurs du type Zinoviev-Piatakou-Radek ne se distinguent que très peu des capitulateurs mencheviks du type Groman-Sukhanov⁵, ou des spécialistes bourgeois du genre de Ramzine. Malgré toutes les dissemblances dans leurs points de départ, ces trois groupes se rencontrent tous maintenant dans la reconnaissance du fait que la "ligne générale" actuelle est correcte, uniquement pour se disperser dans différentes directions à la prochaine accentuation des contradictions.

L'Opposition de gauche se considère comme une partie intégrante de l'armée de la dictature prolétarienne et de la révolution mondiale ; elle aborde les tâches du régime soviétique non pas de l'extérieur mais de l'intérieur, elle arrache sans crainte les faux masques et elle expose les vrais dangers, afin de les combattre avec abnégation et d'apprendre aux autres à faire de même.

L'expérience de l'ensemble de la période post-Lénine porte témoignage de l'influence incontestable qu'a eu l'Opposition de gauche sur le cours du développement de l'URSS. Tout ce qui a été créateur dans la ligne officielle – et qui est resté créateur – était un écho tardif des idées et des slogans de l'Opposition de gauche. La demi-brèche dans le bloc du centre et de la droite résulte de la pression des léninistes-bolcheviks. La ligne de gauche de Staline, issu d'une tentative pour saper les racines de l'Opposition de gauche, s'est heurtée à l'absurdité de la théorie et de la pratique de la "troisième période". L'abandon de cet accès de fièvre, qui a conduit à la véritable catastrophe du Komintern, a été une fois de plus la conséquence de la critique de l'Opposition. Le pouvoir de cette critique, en dépit de la faiblesse numérique de l'aile gauche, réside en général là où le pouvoir du marxisme réside : dans la capacité d'analyser, de prévoir et d'indiquer, les voies correctes. La faction des bolcheviks-léninistes est par conséquent, même maintenant, l'un des plus importants facteurs de développement de la théorie et de la pratique de la construction du socialisme en URSS et de la révolution prolétarienne internationale.

Le niveau de vie des ouvriers et leur rôle dans l'État sont les meilleurs critères des succès socialistes

Le prolétariat est non seulement la force productive fondamentale, mais aussi la classe sur laquelle repose le système soviétique et la construction socialiste. La dictature peut ne pas avoir de force de résistance si son régime dénaturé entraîne l'indifférence politique du prolétariat. Le haut degré d'industrialisation ne peut pas durer longtemps s'il dépend d'un effort excessif qui a pour conséquence l'épuisement physique des ouvriers. Une pénurie constante des moyens d'existence les plus nécessaires et un état d'alerte permanent sous le knout de l'administration mettent en danger toute la construction socialiste. « La disparition de la démocratie interne du parti », dit la plate-forme de l'Opposition de l'URSS, « conduit à la disparition de la démocratie ouvrière en

⁵ Nikolaï N. Sukhanov (1882-193 ?) était un internationaliste menchevik durant la Première Guerre mondiale et un membre du Comité exécutif du soviét de Petrograd en 1917. Son livre sur la révolution d'Octobre a été traduit en anglais sous le titre : *The Russian Revolution 1917*, parution en français prévue en 2023 chez Smolny. Il a été l'un des accusés dans le procès de 1931 qui a été intenté aux mencheviks ; l'on a entendu parler de lui pour la dernière fois alors qu'il était en prison, où il se plaignait d'avoir été doublé par les staliniens qui lui avaient promis qu'il serait libéré de prison après un court moment en échange de ses "aveux" au procès.

général – dans les syndicats et dans toutes les autres organisations de masse sans parti ». Depuis la publication de la plateforme, ce processus a fait encore plus d'avancées dévastatrices. Les syndicats ont été rabaissés au rang d'organes auxiliaires de la bureaucratie dirigeante. Un système de pression administrative s'est mis en place, sous le nom de troupes de choc, comme s'il s'agissait d'un petit col de montagne et non d'une grande époque historique. Malgré cela, la fin du plan quinquennal trouvera l'économie soviétique devant une nouvelle montée encore plus abrupte. À l'aide de la formule « se dépasser et se surpasser », la bureaucratie se trompe en partie, mais elle trompe surtout les ouvriers à propos du stade atteint, et elle prépare une crise aiguë de déception.

Le plan économique doit être vérifié du point de vue de l'amélioration systématique réelle des conditions matérielles et culturelles de la classe ouvrière en ville et à la campagne. Les syndicats doivent être rétablis dans leur tâche fondamentale : l'éducateur collectif, et non pas le knout. Le prolétariat en URSS et dans le reste du monde doit arrêter d'être endormi par des exagérations sur ce qui a été atteint et par la minimisation des tâches et des difficultés. Le problème relatif à l'augmentation de l'indépendance politique du prolétariat et de son initiative dans tous les domaines doit être mis en avant dans toute politique. La réalisation effective de cet objectif est inconcevable sans une lutte contre les privilèges excessifs de groupes d'individus ou de strates, contre l'inégalité extrême des conditions de vie, et, par-dessus tout, contre les énormes prérogatives et la position privilégiée de la bureaucratie incontrôlée.

5. Conclusions

1. Les succès économiques de l'URSS, qui se sont frayé un chemin par eux-mêmes malgré l'alliance de longue durée entre les centristes, les gens de l'aile droite, les mencheviks et les saboteurs dans le domaine de la planification, représentent le plus grand triomphe des méthodes socialistes d'économie et un puissant facteur de la révolution mondiale.
2. Défendre l'URSS, en tant que la principale forteresse du prolétariat mondial, contre tous les assauts de l'impérialisme mondial et les attaques de la contre-révolution intérieure est le devoir le plus important pour tout travailleur ayant une conscience de classe.
3. La crise dans le développement économique de l'URSS provient aussi bien des contradictions capitalistes et précapitalistes héritées du passé que de la contradiction entre le caractère international des forces productives modernes et le caractère national de la construction socialiste en URSS.
4. Établie sur le manque de compréhension de cette dernière contradiction, la théorie du socialisme dans un seul pays apparaît à son tour comme la source des erreurs pratiques qui provoquent les crises ou qui les approfondissent.
5. La force de la bureaucratie soviétique s'est déployée sur la base d'un déclin abrupt dans l'activité politique du prolétariat soviétique après un certain nombre d'années d'emploi extrême de ses forces, une série de défaites de la révolution internationale, la stabilisation du capitalisme, et le renforcement de la social-démocratie internationale.
6. La construction socialiste, dans les conditions des contradictions de classe à l'intérieur et de l'encerclement capitaliste à l'extérieur, réclame un parti actif, fort et avisé, comme condition préalable fondamentale d'une économie planifiée et des manœuvres de classe.
7. Étant parvenu au pouvoir avec le soutien direct des forces sociales hostiles à la révolution d'Octobre et après l'écrasement de l'aile révolutionnaire internationaliste du parti, la bureaucratie centriste ne pouvait néanmoins conserver sa domination qu'en employant des mesures permettant la suppression du contrôle du parti, des élections, et de l'opinion publique de la classe ouvrière.
8. Maintenant que la bureaucratie centriste a étranglé le parti, c'est-à-dire qu'elle a perdu ses yeux et ses oreilles, elle se déplace à tâtons et elle détermine son chemin sous les influences directes des classes, en oscillant entre opportunisme et aventurisme.
9. Le cours du développement a confirmé entièrement tous les principes essentiels de la plateforme de l'Opposition russe, aussi bien dans ses parties critiques que dans ses demandes positives.
10. Dans la dernière période, les traits des trois courants fondamentaux du Parti communiste de l'Union soviétique et de l'Internationale communiste ont émergé avec une clarté particulière : le courant marxiste-léniniste, le courant centriste, et le courant de droite. La tendance de l'ultra-gauche a fait son apparition soit comme le couronnement de l'un des zigzags du centrisme, soit à la périphérie de l'Opposition de gauche.

11. La politique et le régime de la bureaucratie centrisme sont devenus la source des dangers les plus graves et les plus directs pour la dictature du prolétariat. La lutte systématique contre le centrisme dirigeant est la partie la plus essentielle de la lutte pour la réhabilitation, le renforcement et le développement, du premier État ouvrier.
12. Le fait d'ignorer la situation matérielle et l'état d'esprit politique de la classe ouvrière constitue la caractéristique la plus essentielle du régime bureaucratique qui, à l'aide de méthodes de pur commandement et de pression administrative, espère construire le royaume du socialisme national.
13. Le fait de forcer de manière bureaucratique les rythmes d'industrialisation et de collectivisation, qui est fondé sur position théorique erronée et qui n'a pas été vérifié par la pensée collective du parti, signifie une accumulation inexorable de disproportions et de contradictions, notamment en ce qui concerne les relations mutuelles avec l'économie mondiale.
14. Les rapports de propriété en URSS, de même que les relations politiques réciproques entre les classes, prouvent incontestablement que l'URSS, malgré les déformations du régime soviétique et en dépit de la politique désastreuse de la bureaucratie centrisme, demeure un État ouvrier.
15. La bourgeoisie ne pourrait arriver au pouvoir en URSS autrement qu'au moyen d'un soulèvement contre-révolutionnaire. L'avant-garde prolétarienne a toujours la possibilité de remettre la bureaucratie à sa place, de la soumettre à son contrôle, d'assurer une politique correcte, et, par des réformes décisives et audacieuses, de régénérer le parti, les syndicats et les soviets.
16. Et donc, avec le maintien du régime stalinien, les contradictions qui s'accumulent dans le cadre du parti officiel, en particulier au moment de l'aggravation des difficultés économiques, doivent mener inévitablement à une crise, ce qui peut poser à nouveau la question du pouvoir dans toute son ampleur.
17. Ce qui aura une importance décisive pour le destin du régime soviétique, c'est de savoir si l'avant-garde prolétarienne sera capable de se lever à temps, de serrer les rangs, et d'offrir une résistance au bloc des forces thermidorienne-bonapartistes soutenues par l'impérialisme mondial.
18. L'Opposition de gauche ne peut remplir son devoir à l'égard de l'avant-garde prolétarienne qu'en effectuant un travail critique ininterrompu, grâce à des analyses marxistes de la situation, à la détermination de la voie correcte pour le développement économique en URSS et pour la lutte du prolétariat mondial, à la levée opportune de slogans vivants et à une lutte intransigeante contre le régime plébiscitaire qui enchaîne les forces de la classe ouvrière.
19. La solution de ces tâches théoriques et politiques n'est concevable que sous la condition que la faction russe des bolcheviks-léninistes renforce ses organisations, pénètre toutes les unités importantes du parti officiel et les autres organisations de la classe ouvrière, et, en même temps, demeure une partie indissociable de l'Opposition de gauche internationale.
20. L'une des tâches les plus urgentes consiste à faire de l'expérience de la construction économique en URSS l'objet d'une étude et d'une discussion libres tous azimuts au sein du Parti communiste de l'Union soviétique et de l'Internationale communiste.
21. Les critères de la discussion, de l'élaboration et de la vérification, des programmes économiques sont : a) le relèvement systématique des salaires réels des ouvriers ; b) la fermeture des ciseaux entre les prix industriels et agricoles, c'est-à-dire l'assurance de l'alliance avec la paysannerie ; c) la fermeture des ciseaux entre les prix intérieurs et mondiaux, c'est-à-dire la protection du monopole du commerce extérieur contre les attaques des prix peu chers ; d) l'augmentation de la qualité de la production, à laquelle la même importance devrait être attachée qu'à la quantité ; e) la stabilisation du pouvoir d'achat intérieur des chervonets qui, avec le principe de planification, restera longtemps encore un élément nécessaire de la régulation économique.
22. La course administrative aux rythmes "maximaux" doit laisser place à l'élaboration de rythmes optimaux (les plus avantageux), lesquels ne garantissent pas l'exécution de la commande du jour à des fins d'affichage, mais la croissance constante de l'économie sur la base de son équilibre dynamique, avec une répartition correcte des ressources intérieures et une utilisation large et planifiée du marché mondial.
23. Pour ce faire, il est nécessaire avant tout d'abandonner la fausse perspective d'un développement économique national complet et autosuffisant qui découle de la théorie du socialisme dans un seul pays.
24. Le problème du commerce extérieur de l'URSS doit être considéré comme un problème-clé dans la perspective d'une relation croissante avec l'économie mondiale.
25. En harmonie avec cela, la question de la collaboration économique des pays capitalistes avec l'URSS devrait être l'un des mots d'ordre actuels de toutes les sections du Komintern, surtout en période de crise mondiale et de chômage.

26. La collectivisation des fermes paysannes devrait être réglée en accord avec l'initiative réelle du prolétariat agricole et des pauvres du village, et avec leur alliance avec les paysans moyens. Un réexamen sérieux et tous azimuts des expériences des fermes collectives doit devenir la tâche des ouvriers et des paysans avancés. Le programme étatique d'établissement de fermes collectives doit être harmonisé avec les résultats véritables de l'expérience et avec les ressources techniques disponibles et économiques globales.
27. L'utopie bureaucratique de « la liquidation des koulaks en tant que classe » en deux à trois années sur la base des lignées paysannes doit être rejetée. Une politique ferme de restriction systématique des tendances des koulaks à l'exploitation doit être menée. À cette fin, le processus inévitable de différenciation au sein des fermes collectives, de même qu'entre elles, doit être surveillé attentivement, et les fermes collectives ne doivent en aucun cas être identifiées à des entreprises socialistes.
28. Il faut cesser de se laisser guider dans l'économie par des considérations de prestige bureaucratique : pas d'embellissement, pas de dissimulation, pas de tromperie. Ne pas faire passer pour socialiste l'actuelle économie de transition de l'Union soviétique, qui reste très basse dans le niveau de ses forces productives et très contradictoire dans sa structure.
29. Il faut en finir une fois pour toutes avec la pratique ruineuse, indigne d'un parti révolutionnaire, du dogme catholique romain de l'infailibilité de la direction.
30. La théorie et la pratique du stalinisme doivent être condamnées. Retour à la théorie de Marx et à la méthodologie révolutionnaire de Lénine.
31. Le parti doit être rétabli comme organisation de l'avant-garde prolétarienne.

Indépendamment des très grands succès économiques d'une part, et de l'extrême affaiblissement du Komintern de l'autre, le poids révolutionnaire spécifique du bolchevisme sur la carte politique du monde est infiniment plus important que le poids spécifique de l'économie soviétique sur le marché mondial. Tandis que l'économie nationalisée et collectivisée de l'URSS est accrue et développée par tous les moyens possibles, c'est la perspective correcte qui doit être retenue. Il ne faut pas oublier ne serait-ce qu'une minute que le renversement de la bourgeoisie mondiale dans la lutte révolutionnaire est une tâche bien plus réelle et immédiate que « de dépasser et de surpasser » l'économie mondiale, sans franchir les limites de l'URSS en faisant cela.

La profonde crise actuelle de l'économie capitaliste ouvre des possibilités révolutionnaires au prolétariat des pays capitalistes avancés. L'élévation inévitable de l'activité militante des masses laborieuses redéfinira nettement tous les problèmes de la révolution, et coupera l'herbe sous les pieds de l'autocratie de la bureaucratie centrisme. L'Opposition de gauche entrera dans la période révolutionnaire armée d'une compréhension claire du chemin déjà parcouru, des erreurs déjà commises, des nouvelles tâches et perspectives.

La sortie complète et définitive des contradictions internes et externes sera trouvée par l'URSS sur l'arène de la révolution victorieuse du prolétariat mondial, et là seulement.
